

Éditorial

Nationalisme
&
régionalisme

Ruben Ramboer

«Les travailleurs n'ont pas de patrie. On ne peut pas les priver de ce qu'ils n'ont pas», écrivaient Marx et Engels dans le Manifeste du parti communiste en 1848. Dans le monde de 2020, en proie à la montée des nationalismes autoritaires et de la xénophobie, et où chacun a sa propre variante de la devise «America First», les propos de Marx et Engels passent pour un rêve naïf.

Cela semble également être le cas en Belgique, où, au moment où nous écrivons ces lignes, nous ne connaissons pas encore l'issue du processus de formation d'une coalition de gouvernement, une marche tortueuse qui dure depuis plus de 500 jours. Et pourtant. Il y a tout d'abord les campagnes électorales où

les questions communautaires ne sont guère abordées. Le débat suscite l'indifférence chez une majorité des Belges; seule une petite minorité se déchaîne avec un discours sur le confédéralisme, les transferts et les niveaux de pouvoir. S'ensuivent les débats acharnés visant à donner une interprétation communautaire aux résultats électoraux. Avant que ne démarre enfin un long processus de formation d'une coalition gouvernementale, lui-même tenu en otage par les stratégies communautaires.

Pendant sa campagne électorale de 2019, la N-VA n'a pas dit un mot sur la réforme de l'État. Mais lorsqu'elle a perdu un quart de ses électeurs, elle a néanmoins réussi à imposer une interprétation qui

pourrait faire croire que la Flandre a voté pour le nationalisme flamand. A la fête électorale du parti, on y pouvait y observer plus de Lions flamands qu'à celle du vainqueur, le Vlaams Belang (VB). Au cours des semaines qui ont suivi, les deux partis se sont fait la cour devant les caméras pour les négociations du gouvernement flamand. Au niveau fédéral, les négociations gouvernementales ont abouti à une impasse en raison de toutes sortes de veto et de fronts communautaires.

Confrontation
communautaire
en 2024

Plus d'un an plus tard, le président du PS, Paul Magnette, et le président de la N-VA, Bart De Wever, sont parvenus à un accord fédéral déjà soutenu par le CD&V et le sp.a. L'accord proposé s'inscrit dans la lignée des accords sur le fédéralisme belge: un compromis entre les exigences communautaires flamandes et les exigences socio-économiques francophones. La réforme de l'État proposée était ambitieuse: scission des budgets de l'INAMI, de la justice, de la police, des pompiers, de la protection civile et une nouvelle scission de la politique de mobilité, de soins de santé et du marché du travail. La Constitution était également sur la table et l'idée a même été avancée de nommer un ministre francophone et un ministre néerlandophone pour chaque compétence, disposant chacun de son propre budget pour sa propre région. Heureusement, les partis n'ont pas trouvé de partenaire pour leur projet, ni avec les

TOUT COMME LA N-VA
ÉRIGE UN FRONT FLAMAND,
LE PS ÉRIGE
UN FRONT WALLON.

libéraux ni avec les Verts. Mais les garde-fous ont sauté et désormais, il n'est plus question de renoncement mais bien de sursis jusqu'à la nouvelle confrontation communautaire en 2024. Et ce n'est pas que dans le scénario d'une coalition Vivaldi, que la volonté de diviser a été écartée. Le CD&V veut marquer des points à ce niveau et les sociaux-démocrates n'en font pas un point de rupture.

Pas vraiment surprenant de la part de la N-VA et du CD&V, mais peut-être plus de la part du PS. Le PS n'en est pourtant pas à son coup d'essai. En 1912, Jules Destrée, dans sa célèbre lettre au roi, écrivait: «Sire, il n'y a pas de Belges», appelant à une séparation administrative entre la Flandre et la Wallonie. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'ancien sénateur du PS Fernand Dehousse a défendu le confédéralisme et a rédigé un projet de constitution fédérale dès 1961. Le PS a participé aux sept réformes de l'État belge. Il y a toujours eu de forts mouvements régionalistes et communautaristes au sein du PS. Le maintien d'un système de sécurité sociale unique n'est pas une question de principe pour le PS; la résistance n'a été alimentée que par la crainte que les francophones sortent perdants de ce processus. En fait, pour le PS il n'y a pas de ponts à jeter avec la classe ouvrière du nord du pays, bien au contraire. Tout

comme la N-VA érige un front flamand, le PS érige un front wallon.

En attendant, le bilan de toutes ces réformes de l'État est catastrophique. La crise du coronavirus a révélé au grand jour les déficiences des compétences régionalisées. Les ministres compétents dans les différentes régions ont mis plusieurs semaines à réagir. Et alors que les neuf ministres de la Santé en Belgique décident, à l'issue d'interminables réunions, qui est responsable des équipements de protection, des tests et de la traçabilité, qui doit ou ne doit pas faire quoi, le virus prolifère sans entrave. La crise du coronavirus a également mis en lumière une multitude d'incohérences qui confinent au surnaturel. C'est ainsi qu'une feuille de route fédérale pour le contrôle des maladies infectieuses dans les centres de soins résidentiels s'est volatilisée lors du processus de régionalisation. Les maisons de repos et les lieux de travail, séparés de quelques kilomètres tout au plus, sont soumis à des règles régionales distinctes. Avant la pandémie déjà, des dossiers tels que le partage de la charge des objectifs climatiques ou les normes relatives à la pollution sonore des avions à Bruxelles reflétaient le surréalisme des institutions belges.

Ce pays a clairement besoin de plus d'unité que de fragmentation, que ce soit en termes de soins, de climat ou de mobilité. Aucun Flamand, Wallon ou Bruxellois ordinaire n'avait voté pour de nouvelles divisions. Les sondages montrent systématiquement que la grande majorité des Belges, y compris les électeurs de la N-VA et du VB, ne voient pas l'intérêt d'une division supplémentaire.

Enfin, sous la pression de la base, la «possibilité d'une re-fédéralisation» a été incluse au programme du CD&V. Loin de se laisser décourager par cela, la N-VA, le CD&V et les sociaux-démocrates s'embarquent dans une nouvelle réforme de l'État. Mais si la dynamique ne part pas d'une large base de soutien, quelles sont donc les forces qui dépouillent de plus en plus la Belgique de sa substance ?

Dans son ouvrage intitulé *Really Existing Nationalisms* (Verso, 2018), Erica Benner conteste le fait que Marx et Engels aient été dépourvus de perspectives théoriques sur le nationalisme. Dans leur travail journalistique, leurs discours et leur activité politique, ils se sont exprimés sur les enjeux de la construction de la nation dans le contexte de l'époque. Ils ont soutenu l'indépendance irlandaise, la formation d'une nation polonaise, la décolonisation de l'Inde et, dans une certaine mesure, l'unification allemande.

Dès sa jeunesse, Marx a fait une distinction démocratique cruciale entre une nationalité imposée d'en haut et une autre qui prend forme d'en bas, reflétant les besoins et les préoccupations des gens dans un projet d'émancipation et de souveraineté populaire. En d'autres termes, un projet national démocratique doit répondre à un ensemble de conditions sociales et économiques. Une identité nationale authentique ne peut exister à l'exclusion de réformes sociales qui mettent fin à la domination des élites. Pour former une communauté «nationale», le peuple — le peuple dans son ensemble — doit être en mesure de déterminer les conditions d'association.

LE NATIONALISME NE PEUT PAS ÊTRE ANALYSÉ COMME UN PHÉNOMÈNE ISOLÉ, AVEC DES RACINES ET DES OBJECTIFS DISTINCTS DES INTÉRÊTS DE CLASSE.

La classe ouvrière doit distinguer son «intérêt national» des intérêts de classe de la classe dominante.

Le nationalisme ne peut pas être analysé comme un phénomène isolé, avec des racines et des objectifs distincts des intérêts de classe. Tous les mouvements nationalistes, qu'ils soient réactionnaires ou émancipatoires, sont propulsés ou repoussés par la lutte des classes et peuvent être analysés en fonction des intérêts de classe qu'ils défendent ou attaquent.

Marx et Engels s'intéressaient donc particulièrement à la base sociologique, aux programmes et aux motivations complexes des acteurs nationalistes. Leurs analyses visaient à motiver stratégiquement le soutien ou le rejet d'une aspiration nationaliste particulière. Dans la pratique, il était rarement évident de tracer une ligne claire entre les aspirations émancipatrices d'un peuple et l'ethnocentrisme, ou de voir où s'arrête une attitude défensive et où commence un nationalisme agressif.

Pourtant, cette approche reste d'une grande actualité. Les démons ethno-autoritaires auxquels Marx et Engels faisaient allusion dans l'Allemagne du XIX^e siècle réapparaissent ici et là. En leur temps, ils ont également

souligné la forte corrélation entre les attitudes négatives envers les «étrangers» et la répression politique, l'insécurité matérielle et l'aliénation sociale.

Dossier nationalisme et régionalisme

C'est dans cet esprit que nous avons élaboré notre dossier spécial «nationalisme et régionalisme». Nous identifions les groupes, classes et institutions spécifiques qui incitent au nationalisme, au communautarisme ou au régionalisme en Belgique. Nous cherchons à savoir quels groupes de la société sont réceptifs à de tels appels et quels sont ceux qui en sont immunisés. Nous examinons comment les mythes et la culture sont exploités à des fins nationalistes. Et nous mesurons les attentes communautaires en fonction des objectifs pertinents pour la gauche : le développement social et économique, la démocratie politique et la réduction des conflits nationaux.

L'historien [Vincent Scheltiens](#) prend les devants avec un essai sur la communautarisation de la politique belge. Il aborde la conception binaire selon laquelle la Belgique serait constituée de deux blocs opposés inconciliables. Cette vue étroite des choses conduit inévitablement au confédéralisme et à la division comme panacée à tous les problèmes sociaux. M. Scheltiens explore comment nous pouvons décommunautariser et repolitiser l'agenda politique.

[Paul Dirx](#), auteur de *De Vlaams-Waalse fictie* (EPO, 2014), réfute le mythe

selon lequel le fédéralisme belge serait le résultat d'un compromis entre les revendications culturelles flamandes et les revendications économiques wallonnes. Dès l'avènement de la Belgique, deux trains autonomistes ont été mis sur les rails. Sur fond d'une guerre imaginaire entre les communautés, les sept réformes de l'État parviennent, sans entrer dans des débats trop tranchés, à satisfaire les attentes des organisations patronales. Le leader du parti nationaliste flamand Volksunie Hugo Schiltz a parfaitement résumé cette approche dans sa devise : «Fédéraliser, c'est assainir». Ce lien funeste entre la réforme de l'État et la restructuration néolibérale constitue le ciment des gouvernements de coalition belges depuis 1970. Enfin, la naissance, en 2001, de la N-VA deviendra l'incarnation ultime de cette idéologie ethno-libérale.

Le philosophe et secrétaire général de l'ACOD-Cultuur [Robrecht Vanderbeeken](#) tente de contextualiser la politique culturelle des nationalistes flamands. Il montre comment l'instrumentalisation nationaliste de l'art, de l'éducation et des médias correspond avec l'agenda économique du VOKA. Mais contrairement à la culture opposant un «nous» ethnique à «eux» effaçant les clivages économiques et les classes sociales, il existe aussi une culture émancipatrice. Elle attire l'attention sur la réaction des personnes du secteur des soins, du secteur culturel et de la société civile qui, dans toute leur diversité, luttent contre le gouvernement Jambon avec une vision du peuple et de la société radicalement différente. L'enjeu dépasse largement la taille du budget de la culture.

Ou comme l'a déclaré le peintre Luc Tuymans : «Il ne s'agit pas seulement de coupes budgétaires dans la culture, mais d'une lutte politique et sociale fondamentale qui ne fait que commencer.»

L'ancien rédacteur en chef de la revue *Études marxistes*, [Herwig Lerouge](#) se tourne vers l'Est pour comparer les fédéralismes belge et allemand. Contrairement au fédéralisme belge centrifuge, le fédéralisme allemand est coopératif, avec une dynamique centralisatrice. Un aspect déterminant est que le droit fédéral prime le droit du Länder. La législation sociale en Allemagne est également entièrement fédérale et ne tolère pas les initiatives législatives des *Länder*. La solidarité financière n'est pas un sujet aussi brûlant qu'en Belgique où les discours démagogiques concernant les transferts de pouvoirs sont au cœur de l'argument séparatiste.

Dans la foulée de ce dossier, le philosophe [Matthias Lievens](#) enquête sur la montée de la bourgeoisie flamande. La pression du nationalisme flamand ne peut être comprise sans tenir compte de ces fondements. Dans un dossier exhaustif, Matthias Lievens retrace la désagrégation progressive de la bourgeoisie belge et la montée de la bourgeoisie flamande. En 2020, les fameuses «200 familles» du capitalisme belge ont été sérieusement émietées et le VOKA rivalise désormais avec la FEB pour la première place dans la défense des intérêts du patronat. Certaines caractéristiques de cette bourgeoisie flamande nous fournissent des clés pour comprendre des phénomènes tels que la droitisation, la dynamique centrifuge de la Belgique et la crise existentielle du CVP/

CD&V. Dans ce numéro nous publions la première partie, historique. La deuxième partie paraîtra dans notre numéro d'hiver et analysera l'ancrage international de la bourgeoisie flamande et ses contradictions internes, qui jouent des tours à la politique flamande, et en particulier à la N-VA.

Antiracisme

Le 25 mai, George Floyd est mort après qu'un policier l'ai empêché de respirer pendant 8 minutes et 46 secondes. Depuis lors, nous avons assisté à plus de 100 jours de manifestations mondiales contre la violence policière, le racisme et les abus de pouvoir. [Cedric Johnson](#) met en garde contre l'offensive de charme du «Woke Capitalism» : adopter les slogans antiracistes des manifestations ne coûte rien à la classe dirigeante, mais sans mettre fin à l'exploitation et à la pauvreté, ces gestes restent purement symboliques. Un exemple révélateur est celui du PDG d'Amazon, Jeff Bezos, qui a soutenu avec conviction Black Lives Matter, tandis que Chris Smalls, un employé noir d'Amazon qui a mené un arrêt de travail à la fin du mois de mars et a exigé une meilleure tenue de protection et une prime de risque, a été licencié par la société. Johnson souligne les problèmes fondamentaux de l'antiracisme libéral. Les manifestations antiracistes contre la violence policière et les monuments historiques choquants ne menacent pas le capital comme le font les grèves et les arrêts de travail.

Enfin, [Lies Busselen](#) et [Matthias De Groof](#) font un zoom sur l'héritage culturel colonial, qui a également attiré l'attention

LES MANIFESTATIONS ANTIRACISTES CONTRE LA VIOLENCE POLICIÈRE ET LES MONUMENTS HISTORIQUES CONTROVERSÉS NE MENACENT PAS LE CAPITAL.

à la suite de ces manifestations. Une certaine hégémonie idéologique est réalisée à travers l'espace public, comme les places et les musées. Le patrimoine public peut être à la fois oppressif et émancipateur. La question devient encore plus complexe lorsqu'il s'agit du pillage colonial. Les auteurs montrent comment le débat sur la restitution est inextricablement lié à la reconnaissance du passé colonial criminel et à la reconnaissance de la souveraineté des anciennes colonies.